

## Entrevista a Henri Boyer

Emili BOIX-FUSTER

**H**enri Boyer va néixer el 1946 en un poblet del Llenguadoc (Saint-Geniès-de-Fontedit). Després dels seus cursos universitaris (lletres modernes, lingüística i castellà) passa a ser lector de francès a la Universitat Autònoma de Barcelona, on ensenyarà fins al 1978. A partir d'aquest any s'integra a la Universitat Paul Valéry de Montpellier, en la qual treballarà fins al 2014, any de la seva jubilació. El 1990 va assolir un doctorat d'estat en lletres i ciències humanes (lingüística), sota la direcció de Robert Lafont, abans que el Ministeri d'Afers Estrangers el nomenés director de l'Institut Francès de Barcelona. Seguidament ocupa la plaça de catedràtic del 1993 al 2014 a la Universitat de Montpellier, període durant el qual dirigeix l'Institut d'Études Françaises pour Étudiants Étrangers i codirigeix el laboratori DIPRALANG (EA 739).

Especialitzat en sociolingüística (general i aplicada), ha investigat les *ideologies i representacions lingüístiques*, sobretot la *producció d'identitat(s)* i el *nacionalisme lingüístic*, les situacions de contacte conflictiu entre llengües i polítiques lingüístiques, el tractament de la competència (inter)cultural en didàctica de les llengües i cultures, i l'anàlisi de la comunicació politicomediàtica.

Entre les seves publicacions podem destacar pel que fa a la teoria i metodologia: *Éléments de sociolinguistique. Langue, communication et société* (París, Dunod, 1991 i 1996); *Introduction à la sociolinguistique* (París, Dunod. Coll. Topos, 2001); *Sociolinguistique. Territoire et objets* (Neuchâtel, Delachaux et Niestlé, 1996 (dir.)); *Pour une épistémologie de la sociolinguistique* (Llemotges, Lambert-Lucas, 2010 (dir.)); pel que fa als treballs de camp: *Clés sociolinguistiques pour le «francitan»* (Montpellier, CRDP, 1990); *Le langage en spectacle. Une approche sociopragmatique* (París, L'Harmattan, 1991); *Langues en conflit. Études sociolinguistiques* (París, L'Harmattan, 1991); *De l'autre côté du discours. Recherches sur le fonctionnement des représentations communautaires* (París, L'Harmattan, 2003); *Langue et identité. Sur le nationalisme linguistique* (Llemotges, Lambert-Lucas, 2008); *Faits et gestes d'identité en discours*, publicat a L'Harmattan el 2016. Aquesta entrevista us permetrà conèixer un investigador clau en la sociolingüística francesa de l'àmbit occità.

*Per què us heu especialitzat en sociolingüística i didàctica de la llengua?*

Ces deux spécialisations n'ont pas les mêmes origines ni les mêmes motivations, même si dans les deux cas le paramètre personnel a été décisif. La didactique du français langue étrangère d'abord. J'avais été initié à la linguistique appliquée (à l'ensei-

gnement) lors de mes études de linguistique à l'Université Paul-Valéry de Montpellier dans le cadre de la maîtrise de linguistique que j'ai obtenue (après une maîtrise de lettres modernes et en même temps qu'une licence d'espagnol). Je me suis inscrit en thèse de troisième cycle (il existait alors en France deux types de doctorats) juste avant de partir, en 1973, en « coopération militaire » (c'était la dénomination officielle du Service national civil à l'étranger). La chance (inouïe) a voulu que je sois affecté à l'Université autonome de Barcelone (sous la tutelle administrative de l'Institut français de Barcelone et de l'Ambassade de France en Espagne) comme lecteur de français (en réalité « *encargado de curso* » en linguistique française au département de *Lenguas Modernas*). Il y avait à cette période une demande très forte en formation de professeurs de FLE au sein de l'Institut de Ciències de l'Educació (ICE) de l'UAB, et je me suis intégré ainsi à l'équipe de formateurs de formateurs qui se constituait alors et avec laquelle j'ai véritablement appris sur le tas ce qu'était le FLE (*francès, llengua estrangera*) et j'ai participé à des cycles de formation. Nous avons créé les *Jornadas Pedagógicas sobre la Enseñanza del Francés en España*, qui ont connu très vite un franc succès et où j'ai personnellement beaucoup appris en didactique du FLE. Si bien que ce champ disciplinaire en pleine expansion est devenu à partir de là l'une de mes spécialités dominantes (et ce, pour une longue période).

Mais le fait de travailler à Barcelone, en Catalogne, dans un contexte universitaire, a été aussi un facteur décisif dans mon intérêt pour ce qui allait devenir plus qu'une spécialité, une passion : la sociolinguistique. J'avais suivi à Montpellier III les cours dispensés par Robert Lafont au sein du département d'occitan et de celui de linguistique et j'avais commencé à son contact un processus de « désaliénation culturelle et linguistique ». Mais les jeunes occitanistes que je côtoyais dans les cours n'avaient pas de la langue occitane le même vécu ni la même perception que moi. *Mon* occitan, c'était le « patois » de mon grand-père (totalement analphabète) et de ma grand-mère, chez qui j'avais été élevé. C'est au contact de ce patriarche bien-aimé, qui ne parlait qu'occitan (à l'époque, au milieu du xx<sup>e</sup> siècle, on pouvait vivre en occitan dans un village du Languedoc comme celui où j'ai grandi) que j'ai appris l'occitan, langue que j'ai parlée assidûment (en famille) jusqu'à la fin des années soixante. L'occitan enseigné à l'université n'était pas mon occitan et pour moi, inconsciemment, l'occitan restait le « patois » de mon enfance et de mon adolescence, même si j'avais compris au contact de R. Lafont, et de Ch. Camproux en particulier, que la langue d'oc était une vraie langue, au passé prestigieux. Le contact avec la réalité catalane a donc été une sorte d'aiguillon très productif. J'ai observé à Barcelone (et ailleurs en Catalogne) une communauté qui avait conservé et revendiquait haut et fort (en particulier après la mort de Franco) son identité catalane face à la langue de l'État : le castillan.

J'ai eu la chance de vivre à Barcelone la transition démocratique (jusque vers la fin des années soixante-dix, lorsque je suis rentré en France pour m'intégrer à l'Université Paul-Valéry) et l'extraordinaire bouillonnement politique et culturel, les revendications autonomistes au travers des nombreuses manifestations de cette période passionnante. Et, en même temps, j'ai compris ce qu'était un *conflict sociolinguistique*,

la diglossie, etc. C'est ce terrain qui m'a instruit de manière décisive en sociolinguistique. Et j'ai ainsi réinterprété en quelque sorte mon propre vécu diglossique franco-occitan. D'ailleurs, ma thèse d'État dirigée par Robert Lafont (soutenue en 1990 et publiée en 1991 sous le titre de *Langues en conflit*) est la confrontation d'un cas de *normalisation* en cours (celui de la Catalogne) et d'un cas de *substitution* avancée (celui de l'espace occitan), c'est-à-dire la confrontation des deux issues possibles d'un conflit diglossique, selon Ll. V. Aracil, selon les racines et la sociolinguistique catalane.

*En sociolingüística quins autors o autores us han inspirat més en la vostra carrera acadèmica?*

Évidemment, je dois citer avant tout Robert Lafont, ses cours et séminaires mais aussi, par la suite, ses nombreux articles, qui témoignaient de la réception de ce qu'il appelait la « leçon catalane ». Je pense en particulier à un article célèbre coécrit avec Philippe Gardy et paru dans la revue *Langages* (n° 61, 1981) : « La diglossie comme conflit : l'exemple occitan ». Je dois citer également les productions de l'équipe de recherche du CNRS que dirigeait Robert Lafont à l'Université Paul-Valéry et à laquelle j'ai appartenu (qui publiait par ailleurs la revue de sociolinguistique *Lengas*), celles de Philippe Gardy mais aussi de Jean Mazel sur le « francitan », objet hybride qui m'a beaucoup intéressé à une certaine époque. Mais après (ou en même temps que) celles de Lafont, ce sont les productions des auteurs catalans qui m'ont guidé dans mon intégration à la sociolinguistique dite « périphérique » ou « des locuteurs natifs » (ou encore catalano-occitane) : Aracil, Ninyoles, Vallverdú et Badia i Margarit. J'ai complété mon information par la lecture des sociolinguistiques nord-américains (Ferguson, Fishman, Hymes, etc.).

Cela dit, même si je me suis spécialisé en sociolinguistique des contacts/conflits de langues et en sociolinguistique appliquée (j'ai lu bien sûr L. J. Calvet et les Québécois), j'ai pris connaissance comme il se doit des œuvres maîtresses d'un des fondateurs de la sociolinguistique (variationniste singulièrement) : William Labov. La lecture des sociolinguistes suisses (Bernard Py, Georges Lüdi et leurs disciples : Marinette Matthey et Jean-François De Pietro) a été particulièrement stimulante pour ma réflexion et m'a permis de nuancer certaines positions quant à l'analyse des conflits de type diglossique. Enfin, je suis un fervent adepte de la transdisciplinarité (ou de l'interdisciplinarité, comment on voudra). J'ai beaucoup appris de la psychologie sociale à propos des *représentations* (*sociales, collectives*), dont j'ai fait un objet privilégié de recherche, dans leur version linguistique (je pense à S. Moscovici, M. L. Rouquette entre autres psycho-sociologues et de l'analyse de discours médiatique et politique) : ici, c'est Patrick Charaudeau qui m'a beaucoup inspiré. Je n'oublierai sûrement pas dans ce survol Roland Barthes pour ce qui concerne mon penchant pour la sémiologie que j'essaie encore de cultiver (ma thèse de 3<sup>e</sup> cycle était consacrée à l'analyse sémiotique d'un roman épistolaire du XVIII<sup>e</sup> siècle). D'une manière générale, je crois que pour un chercheur en sociolinguistique, il est bon, tout en restant prioritairement centré sur une perspective analytique, de rechercher des

éclairages théoriques non seulement dans l'ensemble des sciences du langage (analyse de discours, lexicologie, sémiotique, pragmatique), mais dans les disciplines connexes également (sociologie, ethnologie, psychologie, histoire, sciences de l'information et de la communication).

*Què creieu que pot aportar la sociolingüística «du domain occitan» a la sociolingüística catalana?*

Je ne crois pas que la sociolinguistique du domaine occitan ait beaucoup apporté ou puisse beaucoup apporter (elle est d'ailleurs, à mon avis, un peu en perte de vitesse) à la sociolinguistique catalane, si ce n'est d'une part, à propos de la dimension idéologique des situations de conflits de langues et, d'autre part, pour une partie de l'espace catalan (je pense au Pays valencien surtout) à propos des phénomènes de *minoration*, voire d'assimilation, deux secteurs de recherche sur lesquels nous avons beaucoup réfléchi, avancé et publié.

*Què creieu que ha aportat la sociolingüística catalana a la sociolingüística «du domain occitan»?*

La sociolinguistique catalane a beaucoup apporté à la sociolinguistique du domaine occitan. D'abord, nous avons emprunté bon nombre de ses concepts : *autoodi* (même si pour ma part je préfère utiliser *auto-dénigrement*, terme moins violent et moins marqué par des origines ethniques comme le terme *autoodi*), *conflit linguistique*, *normalisation* linguistique... Et plusieurs éclairages : le fait de considérer que la diglossie ne saurait être stable et pacifique, mais qu'au contraire elle nourrit un conflit et que ce conflit est dissimulé par un brouillage idéologique, des préjugés et par ce que j'ai appelé un *stéréotype ambivalent* qui produit une « dualité estimatoire » (Ninyoles), une perception paradoxale, contradictoire, de la réalité diglossique, mais dans laquelle c'est le devenir qui est menacé et où le passé fait fonction d'anesthésiant. Il est clair que la sociolinguistique catalane, depuis la mise en œuvre de la normalisation institutionnelle à partir des années 80, s'est largement développée en direction de considérations démolinguistiques en particulier, et a beaucoup plus travaillé sur les usages linguistiques, les pratiques et les comportements langagiers circonscrits (au sein de groupes de jeunes par exemple, au sein des familles), laissant un peu de côté la question des *représentations sociolinguistiques*, de l'*imaginaire* des langues (ce qui était davantage le cas durant la dictature). Il est évident que la sociolinguistique occitane n'a pas trop d'usages diversifiés et de pratiques tangibles en occitan à observer et à interroger, d'où une recherche plus centrée sur l'*imaginaire*, les *idéologies*, les *représentations*, les *stéréotypes*, ou encore les phénomènes de *minoration* et d'*hybridation* (concernant le « francitan » par exemple, dont j'ai parlé).

*Sols té passat l'occità? Quin futur pròxim li veieu? Quines representacions resten envers aquesta llengua?*

C'est une question très délicate (et douloureuse) que tu me poses. Si je te donne mon sentiment profond, je te dirai, la mort dans l'âme, que je ne vois pas bien aujourd'hui

ce qui peut permettre de rebrousser le chemin de la *substitution* (et de la *minoration* bien sûr) pour faire que l'occitan reconquière les usages *normaux* perdus. Aucune politique linguistique digne de ce nom n'étant programmée, ni même envisagée, et malgré un intérêt officiel récent pour la valeur patrimoniale des langues de France autres que le français (auxquelles un collectif *Histoire sociale des langues de France* animé par G. Kremnitz et dont j'ai fait partie vient de consacrer un gros ouvrage), il est trop tard (au moins un demi-siècle trop tard). Certes, on peut penser à l'avenir de l'occitan comme à celui d'une *langue de réseau(x)*, très minoritaire(s), composé(s) de néolocuteurs formés dans des *Calandretas* (écoles bilingues associatives et laïques) ou même dans l'école publique (cycles bilingues), mais sûrement pas comme la langue d'une *communauté linguistique* au plein sens du terme (Labov). Je crois que le passé prestigieux de l'occitan (souviens-toi du glossonyme *llemosí* pour désigner le catalan, en des temps anciens) est une base forte pour conserver la mémoire d'une communauté perdue. Et pour cultiver une représentation patrimoniale toujours présente qui n'est pas à mépriser. Les militants de la langue n'ont pas non plus relâché leur engagement : en témoignent entre autres les nombreuses publications périodiques à l'audience certes limitée mais qui maintiennent leur diffusion en domaine occitan (avec une densité bien plus importante il est vrai en Provence, comme l'a montré une enquête de Carmen Alén-Garabato), ou encore toute une production musicale souvent franco-occitane qui se développe sur l'ensemble de l'espace d'oc, de Marseille à Toulouse en passant par Montpellier. Mais si l'on veut être objectif et honnête scientifiquement, on doit reconnaître que l'occitan comme langue *vernaculaire* régresse inexorablement et n'est plus parlé que dans des isolats ruraux et réservé à des personnes d'un certain âge. Pour le reste, il n'est que d'entendre les discours épilinguistiques que certains continuent de proférer à son encontre dès qu'il s'agit de mettre en place une politique minimaliste de soutien à son enseignement et à sa présence (même symbolique) dans les médias, pour comprendre que les représentations stigmatisantes de l'occitan n'ont pas disparu et que l'occitan reste majoritairement un « patois » (cf. l'Enquête « Famille » de l'INSEE-INED réalisée en 1999) dont on veut bien poursuivre la célébration à condition qu'elle ne soit qu'homéopathique : ce n'est pour ses détracteurs qu'un vestige d'une époque et d'un monde révolus qui n'a droit (à la rigueur) qu'à une vague nostalgie.

*Què s'entén per francitan? Existeix encara?*

J'ai évoqué l'emploi de ce terme précédemment. Il s'agit d'un mot-valise formé sur *français* et *occitan* (comme le terme *franglais*, célèbre en son temps) et promu par deux sociolinguistes occitans (et repris par R. Lafont et moi-même) : Yves Couderc et Jean Mazel, membres du Groupe de recherches sur la diglossie franco-occitane constitué autour de Robert Lafont dans les années 70. Il s'agissait pour Yves Couderc (son premier texte sur la question, intitulé simplement « Francitan » et datant de 1974) de donner un nom à une réalité sociolinguistique qui n'était pas très satisfaisante pour les militants occitanistes mais qui était bel et bien la réalité des usages linguistiques dominants sur l'espace d'oc : un mélange, un métissage de français et

d'occitan, qu'un linguiste (Auguste Brun) avait considéré en son temps comme un « bâtard linguistique », en fait du français troué d'occitanismes morphosyntaxiques et lexicaux, sans parler d'un ensemble de particularités phonétiques baptisé par ailleurs « accent du Midi ». Effectivement, le vernaculaire des Occitans n'était plus l'occitan, pas encore le français commun, mais le « francitan » sous diverses variantes (Jean Mazel, par exemple, distingue le « francitan » du français d'oc, ce dernier se différenciant du français standard par la composante phonétique). Force est de constater aujourd'hui que même le « francitan » est en perte de vitesse sociolinguistique (l'homogénéisation linguistique, en particulier par l'exposition continue à la télévision est bien avancée en France), même si le français d'oc fait de la résistance et si certains mots emblématisés du « francitan » fonctionnent comme marqueurs d'identité (en particulier chez les jeunes).

*En la meva joventut el francès s'ensenyava com a segona llengua sobre la base de la tradició literària francesa. Ara com valoreu la didàctica del francès L2?*

Il est tout à fait évident que l'enseignement du français langue étrangère est en perte de vitesse dans la plupart des institutions qui sont chargées de cet enseignement (alliances françaises, instituts français, etc.), mais pas dans tous les contextes. Face à l'anglomanie mondialisée, le français, en prenant appui sur une francophonie plutôt dynamique malgré des pesanteurs inhérentes à sa nature mono-centrée (mais contestée par des revendications de polycentrisme sociolinguistique qui, heureusement, se manifestent de plus en plus) résiste plutôt bien.

Il faut dire que la France investit dans les dispositifs de diffusion du français un effort financier et humain assez considérable. Par ailleurs, la recherche en didactique du FLE est l'un des fleurons de la recherche universitaire française, un champ disciplinaire (au sein des sciences du langage) productif, depuis la période pionnière du CREDIF et du BELC jusqu'à nos jours où le FLE, le FLS (français langue seconde) et le français langue de scolarisation (sur le territoire français, visant l'intégration des enfants de migrants) ont connu des développements disciplinaires importants dans pas mal d'universités françaises et francophones (de nombreuses thèses ont été soutenues dans ces domaines au cours des dernières décennies). Il s'agit d'un atout non négligeable pour la promotion sur les divers terrains concernés de méthodologies et de pratiques d'enseignement régulièrement actualisées.

*Heu estat lector i director de l'Institut Francès a Barcelona. Quin rol té el francès en la cultura catalana actual, davant el domini de l'anglès?*

Mes expériences, d'abord de lecteur à l'Université autonome de Barcelone entre 1973 et 1978 (dont j'ai déjà parlé) et surtout à la tête du prestigieux Institut français de Barcelone de 1990 à 1993 ont été particulièrement enrichissantes pour moi, à tous égards. Comme je l'ai dit, j'ai découvert l'identité catalane en résistance, puis en plein essor. J'ai eu la confirmation durant les trois années au cours desquelles j'ai dirigé l'Institut français du rôle, singulièrement de soutien aux intellectuels et artistes catalans, qu'avait joué cette belle institution durant les années de dictature, en accueillant

divers groupes de jeunes acteurs de la connaissance et de la culture catalanes. J'ai eu le privilège de recevoir, comme directeur, des mains du président de la Generalitat, la Croix de Sant Jordi comme reconnaissance de l'implication de l'IFB dans la défense et l'illustration de l'identité catalane en des temps difficiles. Lorsque Antoni Tàpies m'a parlé de cet engagement de l'Institut français, j'ai senti à quel point le directeur de l'époque, celle que récompensait la Croix de Sant Jordi, le grand géographe Pierre Deffontaines, avait été à la hauteur de sa tâche, et même au-delà. Aussi, toute une génération d'artistes et d'intellectuels, qui avaient souvent reçu des bourses pour aller « respirer » en France, vouaient à l'Institut français un respect absolu. Ils étaient francophiles déclarés et le plus souvent parlaient couramment français. Hélas, et même si l'Institut a conservé une audience certaine sur la place de Barcelone (y compris pour le volet enseignement : il y avait dans ces années 90-93 un nombre très important d'étudiants inscrits à nos cours, 3 000 environ, bon an mal an), j'ai bien été obligé de constater que l'attrait pour le français (et la diffusion de la culture française) s'était quelque peu affaibli. Il est vrai aussi que les préoccupations légitimes des Catalans pour la promotion de leur culture, pour leur langue et sa normalisation ont largement occupé le devant de la scène durant les trois dernières décennies. Mais je note avec plaisir que l'Institut français affiche toujours sa sympathie catalaniste, ce qui témoigne d'un vrai ancrage interculturel.

*Com expliqueu que, dins les llengües minoritzades europees, el català relativament és la més resistent socialment? Com ho explicariéu als francesos?*

Quand j'essayais d'expliquer aux amis français qui venaient me rendre visite durant mes deux séjours catalans la singularité culturelle, linguistique et « nationale » de la Catalogne, je me heurtais la plupart du temps à un mur d'incompréhension (et le plus souvent à un refus pur et simple de mes explications). Pour un Français, une Nation sans État est inconcevable, et toute revendication à plus d'autonomie est suspecte de sécessionnisme. Alors aujourd'hui, expliquer le souverainisme me coûte beaucoup auprès de mes compatriotes qui ont toujours la « fibre jacobine » (mais qui soutiennent le souverainisme québécois). Ils ont été élevés dans le culte de l'État-Nation inviolable. Et même les revendications linguistiques en France ont longtemps été suspectes. Elles le sont moins aujourd'hui (il n'y a plus de « danger » d'une quelconque dissidence : notre plurilinguisme hérité est en miettes, on peut faire tout au plus de l'accompagnement thérapeutique d'une extinction linguistique). Évidemment, en plus, le catalan est bien un cas d'espèce en Europe. Minoritaire mais non minoré, associé à des *représentations* positives, valorisantes par ses usagers, cette langue (parlée en plus par plusieurs millions de locuteurs) n'est pas une langue « régionale » ou « minoritaire » comme celles que cherche à protéger la *Charte européenne des langues régionales ou minoritaires* du Conseil de l'Europe. Et ici intervient bien entendu l'impact de la « loyauté linguistique » (Weinreich) des Catalans, leur fort sentiment identitaire autour de la langue, « épine dorsale » (comme disait un ancien président de la Generalitat) de la nation catalane. D'où cette politique linguistique très volontariste (malgré ce qu'en disent certains militants très critiques) qui a

permis en trente-cinq ans de reconquérir les territoires sociolinguistiques perdus (et d'en gagner de nouveaux) d'une langue de plein exercice sociétal. Sans la *loyauté* et l'attachement identitaire indéfectible à la langue et, majoritairement je pense, à la communauté *nationale* (ce qui ne signifie pas automatiquement faire le choix de l'indépendantisme), la langue catalane n'aurait pas survécu aussi triomphalement au franquisme et ne serait pas devenue ce qu'elle est aujourd'hui. Évidemment, l'engagement glottopolitique des dirigeants, stimulé par un militantisme linguistique particulièrement sourcilieux et éclairé par la corporation des sociolinguistes, est l'accomplissement d'un état d'esprit collectif. Et l'on peut dire que la politique linguistique institutionnelle équilibrée et consensuelle n'est pas pour rien, loin de là, dans l'épanouissement du catalan à la fin du xx<sup>e</sup> siècle et en ce début du xxi<sup>e</sup>, salué par les observateurs sérieux, dont le sociolinguiste Fishman. Mais il est vrai aussi que l'interruption de cette politique linguistique vigoureuse ferait peser un grave danger sur la situation sociolinguistique du catalan, qui reste toujours, dans le cadre de l'État espagnol, soumis à une évidente domination.

*A un lector català el terme patois li repugna. Per què aquest terme pejoratiu encara és viu?*

Ce terme de *patois* révolte beaucoup de sociolinguistes et surtout les sociolinguistes du domaine d'oc. Il s'agit d'un pur outil de stigmatisation sociolinguistique utilisé abondamment par l'Abbé Grégoire, curé révolutionnaire, qui voulait, dans son rapport à la Convention nationale en juin 1794, précisément « anéantir les patois », c'est-à-dire toutes les autres langues parlées en France, concurrentes du français dans bon nombre de départements, à partir des résultats de son enquête lancée en 1790 auprès d'un ensemble de correspondants acquis à la Révolution, enquête qui ne visait qu'à faire confirmer son diagnostic : la présence très (trop...) nombreuse de citoyens non-francophones sur le territoire national était un obstacle à l'avancée des idées révolutionnaires.

Le mot *patois* avait vu son sémantisme évoluer entre le xvii<sup>e</sup> et le xviii<sup>e</sup> siècles et en particulier dans l'*Encyclopédie*, où il ne désignait plus la façon de parler « du menu peuple », mais une langue autre que le français parlée dans « les provinces » (exemple : « le patois provençal », alors qu'il s'agit là évidemment d'un dialecte de la langue d'oc). On voit bien ce que vise ce déplacement de sens : la stigmatisation et l'illégitimation de tout idiome parlé en France, en dehors du français. Et la stratégie (idéologique) va s'avérer payante : à partir de la Révolution française et jusqu'au xx<sup>e</sup> siècle, l'État, à travers son école (dès l'avènement de la III<sup>e</sup> République au xix<sup>e</sup> siècle) fera tout pour détruire le plurilinguisme en France au profit du seul français, au motif que les autres idiomes seraient des non-langues, des « patois » faisant obstacle par ailleurs à l'expansion de la langue nationale. Les usagers des langues condamnées n'ont pas résisté d'une manière uniforme (pas plus qu'unanime) à cette idéologie que j'ai nommée *unilinguisme*, convaincus de l'intérêt d'accéder à la langue commune pour ne pas être un citoyen de seconde zone. L'efficacité de notre école gratuite, obligatoire, laïque, a fait le reste et nous a conduits, pour ce qui concerne l'occitan au premier

chef, à la situation actuelle de fin de *substitution* où, dans les enquêtes, on enregistre la présence majoritaire du désignant *patois* (en domaine occitan essentiellement : ce n'est pas le cas en domaine catalan ou basque par exemple), bien que la présence du glossonyme *occitan* soit en progression.

*Quins futurs veieu per a la llengua catalana? Sou moderadament optimista? Per què?*

Je suis plutôt optimiste quant à l'avenir de la langue catalane. Disons autant que pour les langues de même « poids » (langues dont l'usage normal est circonscrit à une communauté plus ou moins modeste en nombre de locuteurs : en Europe le tchèque, le hongrois, le suédois, le grec, par exemple). Cependant, si la Catalogne reste dans l'État espagnol, la condition pour que cet optimisme perdure est que la politique linguistique en faveur de l'équité (une relative équité, difficile à évaluer correctement) entre la *llengua pròpia* et le castillan langue de l'État soit maintenue dans toute sa vigueur. Si le catalan devient la langue d'un État souverain, il est possible que son avenir soit plus assuré, mais pas plus que celui des autres langues de même « poids » dans le monde. La globalisation, malgré l'émergence de revendications identitaires un peu partout, reste une machine à fabriquer à long terme sinon un monolingue intégral, du moins un plurilinguisme de plus en plus réduit aux « grandes langues » (en nombre de locuteurs), à celles, en particulier, qui jouent encore un rôle international important (le français, l'espagnol). Mais je suis relativement optimiste pour l'avenir du catalan parce que je crois que la *loyauté linguistique* est dans les gènes du peuple catalan, ce qu'il a démontré dans l'histoire depuis le Moyen Âge, et que le nationalisme (un nationalisme intégrateur, on doit le souligner) continue d'être un adjuvant capital du maintien et du développement d'une *communauté linguistique* catalane, au moins pour ce qui concerne le Principat (voir par exemple les efforts qui sont faits actuellement pour l'intégration sociolinguistique des migrants).

*Heu treballat sobre les llengües en el conjunt d'Espanya? Com es podria regular el multilingüisme hispànic d'una manera acceptable per a tothom?*

C'est une question que je me suis souvent posée. Le problème, c'est la diversité des bilinguismes en vigueur dans l'État espagnol. Ils ne sont pas au même niveau, ni du point de vue qualitatif, ni du point de vue quantitatif : les situations du galicien, du basque, du catalan, face au castillan ne sont pas identiques, loin de là, et à l'intérieur de l'aire historique catalanophone, les situations du catalan aux Baléares, au Principat et dans la Communauté valencienne présentent d'importantes disparités. La régulation par les statuts d'autonomie (si l'Espagne accepte d'être vraiment un État plurinational et donc plurilingue) reste une solution parce qu'elle permet une modulation des politiques linguistiques en fonction des situations ethnosociolinguistiques spécifiques à l'intérieur de chaque autonomie concernée, de l'état de leurs usages et de leurs représentations linguistiques. Par exemple, j'ai été frappé par la différence sur le plan des représentations linguistiques entre la Galice et la Catalogne. Malgré un attachement des Galiciens à leur pays, leur loyauté linguistique (à cause des représentations dominantes peu valorisantes du galicien depuis des siècles) n'a pas grand-

chose à voir avec celle des Catalans, même si le galicien a un usage familial et grégaire très important et si la politique linguistique de la Xunta, certes bien moins volontariste que celle de la Generalitat catalane, a tout de même crédité d'une certaine dignité la langue galicienne (grâce à l'école et à la télévision en premier lieu), alors qu'elle était traditionnellement perçue comme exclusivement rurale. Pour revenir plus directement à ta question, il me semble que l'État espagnol devrait accepter la régulation du catalan, du basque et du galicien selon des dispositions votées démocratiquement dans chacune des communautés concernées (statut d'autonomie, loi linguistique) et, tout en maintenant une *co-officialité territorialisée*, reconnaître au sein des communautés autonomes bilingues la priorité de la *llengua pròpia*. Et reconnaître constitutionnellement le plurilinguisme au niveau de l'État, en considérant les quatre langues (basque, castillan, catalan, galicien) comme « langues d'Espagne » à part entière.